

La contre-révolution staliniste déchainée

Ne perdons pas la leçon de ses crimes en U. R. S. S. puis en Espagne au moment où elle s'apprête à sévir furieusement en France.

VOICI un an étaient exécutés Zinoviev, Kamenev, Smirnov, Bakaev, Eudokimov, plusieurs autres anciens membres du Parti bolchevik, ayant occupé les plus hauts postes dans la première période de la Révolution d'octobre. Chacun a conservé le souvenir de ce procès annoncé quarante-huit heures à l'avance, où les inculpés « avouaient » tous les crimes que leur imputait l'accusation et qui s'acheva par la condamnation à mort des seize inculpés, y compris les quelques agents et instruments du Guépéou amalgamés dans le procès.

Zinoviev, Kamenev, Smirnov avaient « avoué » avoir organisé des attentats contre les dirigeants stalinistes... sur les directives de Trotsky. Le premier procès n'avait pas cessé d'émouvoir de larges couches qu'un second procès était engagé, avec les mêmes caractéristiques que le premier : soudaineté, aveux. Y figuraient entre autres : Piatakov, Mouralov, Radek, Sokolnikov. Ces deux derniers, Radek ayant manifestement joué un rôle odieux, s'en tiraient avec des années de prison. Les autres étaient exécutés. Ils avaient avoué qu'en accord avec les accusés du premier procès, exécutés dans les caves de la Loubiana, ils avaient conçu, en liaison avec Hitler et le Mikado, des projets de démembrement de l'U.R.S.S. où ils voulaient rétablir le capitalisme. Ces crimes auraient été commis... sur les directives de Trotsky.

Et, depuis, les arrestations se sont multipliées, celles de Boukharine, Rykov, qui furent jugés secrètement parce qu'ils n'étaient pas décidés à faire des aveux; les exécutions ont continué, celles de Mdivani et des opposants géorgiens. Ajoutons le suicide de Tomsky.

Enfin arriva l'exécution du maréchal Toukhatchevsky et des principaux dirigeants de l'Armée Rouge, après lequel fut imaginé un prétendu procès. Et une « épuration » qui frappe des centaines de milliers d'hommes de toutes conditions, pour les raisons les plus diverses (terrorisme, sabotage, malveillance, etc...), mais qui convergent toutes vers un seul coupable : le « trotskysme ».

Un an depuis l'assassinat de Zinoviev ! Le film de la contre-révolution se déroule l'assassinat beaucoup plus vite. En U.R.S.S., la bureaucratie s'imposant, usurpant le drapeau d'Octobre et les conquêtes de la révolution prolétarienne, avait, en 1927, écarté la fraction révolutionnaire la plus clairvoyante, la plus conséquente. Dans les années qui suivirent, elle parvint, empiriquement, à consolider son pouvoir, à développer l'économie du pays par la surexploitation des forces des travailleurs et en engageant dans l'impasse le mouvement de l'Internationale Communiste. Mais la bureaucratie est elle-même hétérogène et, dans son sein, des couches se montrent plus exigeantes, inquiètes devant la tension internationale et devant le réveil, plus lent mais inévitable, de la conscience révolutionnaire des masses. Et cette aile marchante a imposé l'exécution des « vieux bolcheviques » dangereux par la tradition qu'ils incarnaient, malgré bien des tergiversations de leur part; elle impose une sélection nouvelle dans la bureaucratie elle-même. La contre-révolution est déchainée, la crise du stalinisme évoluera beaucoup plus vite.

Ce qui accélérera cette crise, c'est qu'elle se prolonge internationalement, là où les ressources de l'appareil, quoique grandes, sont bien inférieures à celles qu'il possède en U.R.S.S.

Certes, le stalinisme marque des points en Espagne où il a employé les mêmes méthodes de terrorisme, de gangstérisme, de mensonge dont il se sert en U.R.S.S. depuis des années. Au moment où il fait rouvrir les églises (comme il laisse la religion se développer en U.R.S.S.), le stalinisme en Espagne a d'abord visé les « Trotskistes », frappé le P.O.U.M. qui avait beau se défendre d'une telle « accusation », il se tourne aujourd'hui contre les anarchistes de la C.N.T. - F.A.I. qui avaient abandonné le P.O.U.M. parce qu'il fallait vaincre Franco d'abord et que, par conséquent, il fallait passer par-dessus le reste. Et, demain, ce sera peut-être le très prudent Caballero qui subira l'agression staliniste suivant un procédé bien simple : pas de discussion politique, pas d'espions, pas d'espions, pas d'espions, et en avant les exécutions dont on ignore les auteurs. Déjà, en Espagne, la presse n'a plus le droit de critiquer l'U.R.S.S. !

Enfin, le stalinisme a mis sur l'alliance avec l'impérialisme français et il ne reculera devant rien pour maintenir la puissance de celui-ci. Il y a, d'un côté, la grande opération de la vente du « Petit Journal » à La Rocque, afin de poursuivre dans ce journal la même politique extérieure, mais pour toucher, à la place d'un faible public petit bourgeois de gauche, de larges couches des masses petites bourgeoises fascistes.

Et, de l'autre côté, la lutte systématique contre les minorités révolutionnaires. On n'en est pas encore au stade de l'U.R.S.S. ou de l'Espagne, bien entendu, mais les jalons sont plantés. La provocation Pero-Gottlieb, sur laquelle l'« Humanité » se tait, n'inspire pas la réponse que nous avons publiée, n'est qu'un avant-goût. Les provocations, nous en verrons certainement d'autres, tandis que, d'autre part, déjà dans certaines usines et dans les manifestations, la violence est employée ou l'atmosphère est créée pour préparer des actes de banditisme contre l'avant-garde qui lutte pour la IV^e Internationale, pour la révolution mondiale.

Dans cette lutte de classes implacable, le Parti Communiste Internationaliste ne faillira pas. L'U.R.S.S. et l'Espagne ne resteront pas pour nous des pages noires sans profit pour les luttes à venir. La contre-révolution staliniste a infligé une sévère leçon à l'avant-garde révolutionnaire. Qu'elle ne reste pas perdue pour nous !

Comment le Guépéou extorque les capitulations

(Déclaration de l'ouvrier bolchevik Tarov, évadé de l'U. R. S. S. devant la Commission Internationale d'enquête sur le procès de Moscou)

(Suite du n° 64)

Nous continuons la publication du témoignage de l'ouvrier bolchevik Tarov sur la situation faite aux oppositionnels dans les prisons d'U.R.S.S. Par suite de nécessité de mise en pages, nous avons fait sauter, la semaine dernière, deux lignes indiquant que ce témoignage adressé à la Commission internationale d'enquête a été publié dans le « Bulletin de l'Opposition », en langue russe.

On m'accusa d'avoir tenté de construire un poste émetteur pour avoir une liaison avec l'étranger — avec Trotsky. C'était ainsi enregistré dans l'acte de mon accusation. Il est inutile de dire que je n'ai eu aucune idée d'un poste émetteur, ni d'un poste tout court. C'était ridicule.

A Alkmlinsk (Kazakhstan), où il n'y avait même pas de chemin de fer, un homme, sans aucun outil, voulait construire un poste émetteur pour une liaison avec l'étranger — avec Trotsky ! Mais le Guépéou a « trouvé » un témoin qui a avoué, qu'ensemble, avec lui, nous avons tenté de construire ce poste émetteur. Ce « témoin » a trouvé même des preuves matérielles — c'est-à-dire des pièces d'un poste de T.S.F. Ce « témoin » était l'agent direct du Guépéou. Il était resté avec nous dans la prison préventive et nous avait accompagnés même jusqu'à l'isolateur de Verchné-Ouralisk. Là-bas, au bout de trois jours, il a envoyé une lettre de « reppitir » et fut libéré aussitôt pour qu'il puisse continuer son travail ailleurs.

Pendant l'arrestation même, il est apparu que la directive avait été donnée par le Centre « d'arrêter tous les oppositionnels, de monter des affaires, de les condamner et de les mettre dans les prisons du Guépéou ».

Nous avons eu ces renseignements par des fonctionnaires subalternes du Guépéou qui continuaient à nous appeler « camarade » :

(Voir la suite page 2.)



Les métallos sont rentrés Et maintenant ?

Les travailleurs devront recourir aux moyens de lutte préconisés par les partisans de la IV^e Internationale.

Les métallos sont presque tous rentrés. Et maintenant ? L'an dernier, ces congés étaient venus après la grande victoire de juin. Mais, cette année, ils se sont intercalés entre deux mois de coût de la vie, entre quelques provocations patronales.

Voici plusieurs mois que se poursuit l'offensive du capitalisme, depuis que le Front populaire a appelé les travailleurs à la « pause ». Pendant que de nombreux mouvements s'engageaient, les gros bataillons ouvriers, les métallos notamment, n'ont pas bougé. Après les vacances, disaient beaucoup. Nous y voilà, avec le décret Bonnet d'augmentation de la production.

Le capitalisme a une direction, une organisation pour mener son offensive, il a des bandes armées pour le combat, il a aussi — nous en avons apporté la preuve dans un cliché paru la semaine dernière, — constitué une caisse formidable (un prélèvement égal à 1 % des salaires).

Pour triompher, les travailleurs ont besoin d'être organisés pour lutter et d'avoir des objectifs et une direction. Nous voyons aujourd'hui beaucoup de professions alertées (métallos, services publics, fonctionnaires, employés de magasin, etc...). Mais les grandes organisations, la C.G.T., comme le Parti socialiste et le Parti communiste, font tout pour freiner les mouvements, les fragmenter, calmer les masses par des promesses de toutes sortes, comme les élections cantonales et l'unité.

Comment assurer la coordination des actions ? Au dernier C.C.N. de la C.G.T., nous avons été mis en cause par Capocci dans les termes suivants :

« Je ne parle pas d'une certaine autre fraction qui demande qu'on organise les soviets et, qu'on arme les soviets d'usine (on provoque les camarades à certaines violences qui auraient comme conséquence l'assassinat du mouvement engagé) — je parle des gens sérieux qui ne sont pas des provocateurs. »

Tous les briseurs de grève patentés à la Capocci se mettent au diapason des Staliniens : qui veut agir est un provocateur qui veut assassiner le mouvement ! Après les exemples récents des coiffeurs, des H.C.R.B., des Magasins Réunis, les travailleurs savent qui assassine les luttes. Pour les métallos, l'histoire des demandes de réajustement qui aboutissent toujours mal et toujours tard, recommence. Aussi, pour lutter, il faudra bien que les masses réalisent ces mots d'ordre qui ont tant importuné Capocci.

D'abord, éviter les combats fragmentés : c'est à nouveau la grève générale qu'il faut préparer. Pour déjouer les manœuvres patronales qui anéantissent les conquêtes au fur et à mesure, il faut imposer le Contrôle ouvrier qui préparera la gestion des entreprises par les travailleurs.

La réalisation de ce programme commence à l'entreprise. Aussi faut-il bâtir des Soviets, créer des Conseils élus démocratiquement par les travailleurs. Il faut aussi armer ces Soviets pour ne pas être victime de la violence de l'ennemi de classe. Il faut enfin unir ces Soviets dans des Congrès qui coordonneront les luttes. Dans ce programme simple, il n'y a pas de promesse, mais il y aura ce que chaque travailleur apportera à l'œuvre d'émancipation.

La lutte aura aussi son développement politique. Blum et Chautemps hier, Chautemps et Blum aujourd'hui n'ont pas gêné les capitalistes. Nous disons aux travailleurs : Blum, Jouhaux et Thorez ensemble, sans les radicaux, vous trahirez. Vous ne le croyez pas ? Forcez-les à prendre le pouvoir. Faites l'expérience. Mais ne la faites pas sans les contrôler. En fin de compte, c'est à la conquête du pouvoir par vos Soviets qu'il faudra recourir.

Un an à Madrid et à Barcelone Comment la révolution prolétarienne a été battue en Espagne

Une interview du camarade Rémy, membre du Comité Central du P. C. I., rentré en France après avoir passé un an avec les prolétaires en lutte

L a guerre en Espagne se poursuit toujours à l'avantage de Franco, dont les troupes viennent d'entrer à Santander. Dans le camp de la bourgeoisie de gauche et du stalinisme, cette semaine vient d'être signé un document entre le P.C. et le P.S. espagnols, sous les auspices de Zyromski, l'agent stalinien dans la S.F.I.O., document qui prépare l'absorption du P.S. par le P.C. L'« Humanité » fait l'éloge des brigades internationales; mais cet éloge vient précisément au moment où celles-ci, qui avaient été décimées au front, se disloquent par dissociation interne : des travailleurs, partis d'enthousiasme derrière les Staliniens, ne trouvent plus rien du tout de la révolution dans l'état de choses présent. Pour l'avoir exprimé, certains sont arrêtés; d'autres retournent dans leur pays ou dans les pays d'exil, pleins d'amertume. C'est à nous qu'il incombe de leur expliquer ce qui s'est passé pour empêcher qu'ils tombent dans l'indifférence.

Nous avons, dans « la Commune », suivi, semaine par semaine, le développement de la situation. Un résumé de l'ensemble de celle-ci vient de nous être fait par notre camarade Rémy, du Comité Central du P.C.I., qui a passé un an en Espagne; nous ne saurions mieux faire que de rapporter ici quelques-unes de ses déclarations.

A la première question que nous lui avons posée concernant les conditions dans lesquelles s'effectuait le retour en France, il nous dit :

« Les difficultés pour quitter l'Espagne

sont grandes pour tous les étrangers qui vivent sur le territoire de la révolution. La police espagnole est très arrogante, ne donne pas facilement le visa de sortie, elle emprisonne plus facilement. Et quand on a son visa, on n'est pas encore au bout de ses peines. Elle procède à une visite très minutieuse car, d'Espagne, on ne peut sortir aucune monnaie étrangère, on n'est autorisé à avoir, au maximum, que 500 pesetas. Il y a là la matière d'une bonne opération financière pour le gouvernement espagnol qui vend au prix fort les monnaies étrangères, et pour les banques françaises qui achètent au plus bas cours les pesetas.

« Mais le vol ainsi effectué ne fait que compléter un autre vol, celui que fait le gouvernement espagnol sur chaque mili-



LOUBER, Membre du C.C. du Parti Communiste Internationaliste, tué sur le front de Madrid.

rien qui part en laissant toujours de 300 à 500 pesetas, parce qu'il est las de courir après dans les bureaux.

« Quand la police espagnole vous lâche, c'est la police française qui s'occupe de vous. Pour les Français, elle commence avant tout par mettre la main sur les insoumis et les déserteurs, qui sont aussitôt emprisonnés. Ainsi, à Marseille, se trouve arrêté un jeune bolchevik-léniniste, le camarade Leuillet. Tous les autres ont à répondre à un interrogatoire sanitaire, sur les blessures reçues, les traitements subis, etc... Ce n'est pas de la sollicitude, c'est une précaution de la bourgeoisie

française pour dégager ses responsabilités, car il y a eu beaucoup de camarades blessés mal soignés, mal guéris (il y avait des médecins fascistes dans certaines ambulances « républicaines »). La bourgeoisie française ne veut pas prendre cette responsabilité et elle prépare ses dossiers.

« Mais la question importante, c'est que de Valence, doivent assurer les frais des soins, ils doivent assurer des pensions aux familles de ceux qui ont été tués dans les combats. En même temps que pour faire connaître la vérité sur la situation en Espagne, il faut que les anciens combattants de la révolution espagnole s'entendent pour exiger de la bourgeoisie espagnole qu'elle assure ces frais.

Nous avons ensuite interrogé notre camarade sur ceux qui étaient emprisonnés en Espagne.

« Il y a bien, nous répond-il, quelques aventuriers enfermés dans les prisons, venus en Espagne pour profiter de la révolution. Mais ce n'est que le plus petit nombre de ceux qui sont emprisonnés. La plupart sont des travailleurs venus de tous les pays pour combattre sur le front de guerre. Il y a là des blessés, des camarades qui ont dû fuir la répression policière et fasciste de leur pays, qui ont franchi illégalement des frontières pour venir en Espagne servir la cause de la révolution.

« Aujourd'hui, ils sont pourchassés, traqués par la bourgeoisie et les Staliniens. Un prétexte qui sert beaucoup, c'est l'absence de papiers et de déclarations « légales » lors de l'arrivée.

« Les papiers ? Pour les camarades des brigades internationales, les Staliniens avaient tout ramassé à leur arrivée; ils ne leur rendent rien.

« Des déclarations « légales » ? On inflige des amendes à des travailleurs venus pour servir la révolution parce que, lors de leur arrivée, ils ne se sont pas présentés à la police dans les quarante-huit heures ! C'est ce qui m'est arrivé. Je fis observer que le jour même de mon arrivée, quelques heures seulement après être descendu du train, j'avais reçu un fusil en vue d'une attaque et qu'il n'était pas question à ce moment-là de « déclaration ». Mais la fiscalité se moque bien de cela.

(Suite page 2.)

Pour le 3^e Congrès du P.C.I.

« Nous économisons pour aller au Congrès... »

Le 3^e Congrès du Parti Communiste Internationaliste se tiendra les 24, 25 et 26 septembre. Il fera la critique du travail effectué dans l'année écoulée. Il préparera l'organisation aux tâches et aux responsabilités qui lui incomberont dans la période qui vient et qui sera pleine de luttes d'une importance considérable pour l'avenir du mouvement ouvrier.

La discussion se poursuit activement dans le parti, quatre bulletins intérieurs ont paru; un cinquième est en préparation. Chacun d'eux comporte 30, 40 pages et même davantage. Seules les nécessités matérielles qui nous contraignent aux deux pages de « la Commune » ne nous ont pas permis de poursuivre la Tribune du Congrès ouverte dans le journal. Aussi avons-nous envoyé le Bulletin Intérieur à un certain nombre de sympathisants.

Mais une autre question se pose. La tenue du Congrès nécessite une somme assez importante pour les déplacements et les frais des camarades de province. Des efforts sont faits pour les diminuer. Les camarades de La Rochelle, des travailleurs, nous écrivent : « Nous économisons pour aller au Congrès ».

Mais, ces frais, le Comité Central du P.C.I. a estimé qu'il devait demander au plus grand nombre de camarades de les assumer. Il a voté unanimement la création d'un fonds spécial par versement d'une journée de travail. Nous demandons à tous les camarades membres du parti et également sympathisants, de répondre rapidement à cette décision car il s'agit de permettre à des militants venus de tous les coins de France, à des ouvriers et à des paysans révolutionnaires, de confronter leur expérience et de s'organiser pour une rude bataille.

Pour qu'il n'y ait aucune confusion dans l'emploi des sommes versées, pour qu'elles ne soient pas absorbées par l'activité courante du Parti et par l'administration de « la Commune », le Comité Central a décidé que le fonds serait géré jusqu'au Congrès par des camarades spécialement affectés. Tous les camarades envieront leur journée de salaire pour le Congrès du Parti à :

G. FAUSSECAVE, 97, avenue Emile-Zola, Paris (XV^e)

A Shanghai, le canon achève les illusions pacifistes Les intérêts des puissances impérialistes en Chine

Préparons la fraternisation des travailleurs en uniforme qui « veillent » sur les concessions

Nous n'avons aucun goût pour jouer au stratège du café du Commerce... sur la base de communications et de dépêches où les messages occupent la plus grande place. Le fait à considérer est simple : La guerre est déclenchée en Chine, elle se poursuit avec rage.

Il y en a pour un an au moins, déclare l'état-major japonais en affirmant sa certitude de vaincre !

Mais, officiellement, il n'y a pas la guerre. Les rivalités internationales commencent à se régler à coups de canon. C'est pour tenter de dissimuler la faillite de tous les borbords pacifistes que les diplomates ont recouru à ce subterfuge. Car il faut continuer à préparer les masses européennes notamment pour un prochain carnage mondial. « Nous avons des intérêts à protéger en Chine », écrit la presse en France, en Angleterre, en Allemagne, aux Etats-Unis, etc... Les capitalistes en Extrême-Orient, dans ces pays où se trouvent un sol et un sous-sol dont les richesses considérables sont à peine exploitées, et qui constituent, par les centaines de millions d'êtres humains qui y vivent, un marché immense, sans même que le capitalisme songe à élever beaucoup le niveau d'existence de la population.

Un journaliste bourgeois a observé cette même constatation qu'à Madrid se battaient des hommes ignorant, pour les neuf dixièmes, ce qu'était Shanghai, qu'à Shanghai se battaient des hommes ignorant pour les neuf dixièmes, tout de Madrid; et, pourtant, ajoutait-il, c'est pour les mêmes raisons qu'à Madrid et à Shanghai le sang humain coulait à flots. On ne saurait mieux dire. Mais ce journaliste bourgeois ne pouvait donner ces raisons, surtout il se garderait bien de les fournir à ceux qui combattent.

C'est précisément là que commence notre tâche. Il nous faut expliquer aux travailleurs, à ceux qui combattent peut-être demain, qu'à Madrid, désormais à Shanghai, ailleurs demain, ce sont les rivalités, les appétits de leurs exploitateurs qui ont déchainé les tueries. Et notre tâche continue en leur expliquant qu'eux seuls peuvent apporter un terme à la guerre, qu'ils ne l'arrêteront pas plus par des incantations à la S.D.N. que par des prières, que les uns et les autres sont des sinistres pour leur faire accepter, résignés, l'exploitation capitaliste, que seule la lutte de classe peut faire reculer la guerre, que seule la victoire de la révolution prolétarienne pourra supprimer ce néan en détruisant sa cause, le capitalisme mondial.

Au moment où les dangers de guerre s'accroissent, la bourgeoisie multiplie ses efforts de désorganisation de la classe ouvrière, cherche à éradiquer l'avant-garde révolutionnaire. Mais les enseignements de Lénine et de Liebknecht ne sont pas oubliés de tous. Dans la classe ouvrière et parmi les paysans, nous ne cesserons de préparer la lutte contre le capitalisme, nous ne cesserons de développer dans les casernes la lutte de classe, de préparer ainsi la défaite de notre propre impérialisme, de préparer la fraternisation des prolétaires que le capitalisme envoie les uns contre les autres.

Jadis, avec les moyens de l'Internationale Communiste, à Shanghai, parmi les soldats chinois et japonais, parmi les marins français, anglais, américains, italiens, auraient été répandus les appels à la fraternisation. Ce travail a pour nous, comme toute notre action, en raison de nos forces mêmes, des limites bien étroites. Mais les événements contribuent à élargir fortement ces limites. Ils multiplieront les forces pour permettre à la révolution de remonter la pente.

Comment le GUEPEOU extorque les capitulations

(Déclaration de l'ouvrier bolchevik Tarov, évadé de l'U.R.S.S. devant la Commission Internationale d'enquête sur le procès de Moscou) (Suite de la première page)

Quand des agents du Guepéou arrêtent des gens dans la rue ou à la maison, ils ne disent pas : « Haut les mains ! » ou : « Ne bougez pas ! ». Ils crient : « Couché ! » J'appris cela dans la prison de Petropavlovsk en 1931. C'est ainsi qu'a procédé le bourreau connu dans cette ville avec les kolkoïzes et les ouvriers « rebelles ». Au début, il fut difficile d'obtenir cela, mais le régime, extirpant des hommes sans aucune pitié, a habitué le citoyen soviétique à se coucher par terre devant l'agent du Guepéou quand celui-ci l'exige. C'est ainsi qu'on procédait avec des citoyens soviétiques déjà pendant l'arrestation, c'est-à-dire quand on ne sait pas encore si l'homme est coupable. Mais quand il est accusé de terrorisme, d'espionnage, de sabotage et — surtout — quand existe l'ordre d'en haut ; obtenir à tout prix des « aveux », il est alors impossible de s'imaginer la situation dans laquelle se trouve ce prisonnier à l'intérieur d'une prison du Guepéou.

En 1930, dans le gouvernement d'Almolinsk, un paysan pauvre est tombé dans les mains du Guepéou pour « ne pas avoir donné son blé à l'Etat ». En réalité, il n'avait pas de blé, mais les kolkoïzes du village avaient rapporté au Guepéou qu'il avait du blé, ne voulant pas le donner à l'Etat. Ce « pauvre » avait été pendant les premières années de la révolution très actif. Maintenant, le soviétique des kolkoïzes a décidé de se venger de lui, en montant une affaire fautive. Le Guepéou arrête ce paysan pauvre et le soumet aux pires tortures, pour l'obliger à indiquer l'endroit où il avait caché le blé. Les tortures furent tellement insupportables que le paysan, qui n'avait pas de blé, avoua mensongèrement qu'il en avait. Le Guepéou exigea qu'il indique l'endroit où le blé était caché. Le paysan accepta. Il conduisit à travers les rues des agents pour leur indiquer l'endroit où il avait caché le blé. Il agit ainsi pendant quelques heures de terribles tortures. A la fin, il ne put rien indiquer, bien entendu, et les agents déchainés, pensant qu'il continuait à les tromper, le jetèrent dans un ravin, l'arrosant d'eau glacée, en hiver, quand la température était de 50°. A ce sujet, se produisirent des événements graves ; les ouvriers de la localité, paysans et ouvriers, ont réagi contre ce jugement bestial.

A ce moment, la presse officielle prit hypocritement la défense de ce travailleur. Quelques déplacements minimes furent opérés dans la composition des collaborateurs du Guepéou (parmi les subalternes, d'ailleurs). Mais, pour cette affaire enregistrée dans la presse, combien y en a-t-il de milliers de semblables qui restent non dévolées ? Dans la prison intérieure de Petropavlovsk, où l'auteur de ces lignes passa 6 mois en attendant une sentence qui fut d'ailleurs prise à Moscou, en son absence, le Guepéou condamna à mort dans un corps de bâtiment spécialement installé à cet effet, au milieu de la cour désignée pour la promenade. D'habitude, pendant la nuit, la victime était traînée à son tour à l'« abattoir » (les prisonniers ont ainsi appelé cet endroit) ; on lui donnait la possibilité de crier, hurler, supplier, crier ; au secours, pitié, etc. Cela se faisait afin de semer la frayeur parmi les autres prisonniers. C'est seulement dans la cour qu'on fermait bien la bouche du condamné, et les cris s'arrêtaient. Par le nombre des coups de feu, nous savions combien de balles il fallait pour l'achever. Le lendemain, pendant la promenade autour de ce bâtiment spécial qui dégageait une odeur de sang, on se rendait compte qui manquait. Il existe au Guepéou des cellules dans lesquelles l'obscurité est celle d'un tombeau. D'habitude, elles sont très étroites. Parfois, on ne peut s'y tenir que debout. Selon des prisonniers, dans de telles cellules, on employait des tortures par le froid et le chaud.

De mon temps, le Guepéou n'a pas encore osé recourir à telles tortures envers des oppositionnels. Mais en revanche, il donna des instructions pour qu'on nous batte dans des cellules éloignées et obscures. En 1929, le Guepéou arrêta un ouvrier oppositionnel de Bakou, Gazanov. C'était un vieux révolutionnaire, ayant pris une part active dans la lutte contre le mouvement nationaliste contre-révolutionnaire (moussavististe). On l'exila en Sibérie à Novosibirsk, je crois. Là-bas le Guepéou l'arrêta et le tortura, pour qu'il désavoue ses opinions. On le mit avec des détenus de droit commun, qui, sachant communiste, voulaient le forcer à faire des prières. Mais Gazanov résista. Les détenus de droit commun commencèrent à le torturer, ne le laissant ni dormir ni manger. Gazanov résista et exigea qu'on le sépare des détenus de droit commun. En réponse, le chef local du Guepéou donna l'ordre de l'attacher sur son lit. On le tint ainsi 24 heures, tandis que les détenus de droit commun continuaient à le narguer, à allumer du papier près de ses pieds, lui lançant de la fumée dans le nez à l'aide d'un chiffon enflammé, et cent autres tracasseries dont il n'est pas possible de parler ici.

Gazanov est torturé de telle façon par le Guepéou pour le forcer à quitter l'opposition et à donner tous les noms de l'organisation oppositionnelle de Bakou. C'est très important pour les gens de l'appareil, car Gazanov était très connu, populaire dans les milieux ouvriers. En résultat de ces tortures, Gazanov devint fou. Et c'est dans cet état que le Guepéou l'envoya dans notre colonie d'Almolinsk. Mais, malgré cela, en 1931, le Guepéou l'arrêta avec nous et le mit, comme nous, dans la prison de Petropavlovsk.

Nous avons envoyé plusieurs fois des protestations au C.C. au Guepéou, etc., mais nous n'avons reçu aucune réponse. Gazanov, malade, continuait à rester en prison. C'est seulement quand sa maladie prit des formes dangereuses (quand il est devenu fou) que nous avons été envoyés dans une clinique rieuse, où il fut soigné dans une clinique d'aliénés. Il faut noter que le Guepéou procède toujours pendant la nuit, subitement, quand la victime est dans son lit. Il agit ainsi pour que le prisonnier se sente toujours au bord de la tombe. Dans le Guepéou, on torture l'homme mais on ne le laisse pas mourir, pour pouvoir continuer les tortures. On désire parfois la mort pour se délivrer de souffrances insupportables. Nombreux sont ceux qui réclament, exigent l'exécution. Le Guepéou les prive de cette « délivrance ».

LES CAPITULARDS Les capitulards n'ont pas d'autre solution, en dehors des fausses dépositions et aveux mensongers, c'est-à-dire de l'exécuter tout

ce que leur dicte le Guepéou. Ceux qui connaissent les divergences entre les oppositionnels et les staliniens ne seront pas étonnés que nous disions qu'un nombre écrasant de capitulards ont quitté l'opposition uniquement parce qu'ils ne pouvaient pas supporter la répression cruelle du Guepéou. Ayant souffert des conceptions solides, mais faibles physiquement, ils n'ont pu résister devant la répression continue et les tortures du Guepéou. Par la suite, ils ont aussi péri idéologiquement. Presque tous les capitulards, sans exception, dès le début, n'ont pas voulu insulter l'opposition et n'ont pas voulu considérer ses opinions erronées « contre-révolutionnaires ». Ils ont tous commencé par prendre l'engagement de cesser le travail fractionnel. Le chômage, les arrestations, les déportations, les exécutions, les camps de concentration, les tortures dans les isolateurs, tout cela a été employé de la manière la plus sévère contre les oppositionnels bolcheviks-léninistes par les organismes du Guepéou, sous la direction spéciale du chef du Comité Central. Tous les luttes contre l'opposition ont été décidées au Kremlin, au secrétariat du C.C.

Sous une telle pression du Guepéou, l'opposition ne pouvait tolérer d'équivoque en son sein. Elle a donné aux faibles la possibilité d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la capitulation. Tout cela ne s'est pas passé sans bruit. Nous avons eu parmi nous des camarades qui ont voulu frapper les capitulards.

L'opposition rompaît avec les capitulards avant même que ceux-ci aient décidé de déclarer leur capitulation au Guepéou. Par

« Et malheur pour qui rouspète de trop. Il y a pour lui la menace d'expulsion. Mais celle-ci ne se réalise qu'après un séjour dans une prison. Séjour dont il est impossible de dire la durée. »

Nous passons ensuite à des questions sur la situation politique, sur les journées de mai à Barcelone, sur la force des diverses formations. En promettant de nous apporter des informations plus complètes, notre camarade nous déclare entre autres :

« Les journées de mai avaient été précédées d'une série de provocations, notamment dans les régions voisines de la frontière française. C'était sous le gouvernement de Companys à Barcelone et de Largo Caballero à Valence. Il faut rappeler cela au moment où celui-ci veut décharger sa responsabilité pour ce qui se passe maintenant. C'est contre la police du gouvernement Caballero que les ouvriers se sont battus sur les barricades. C'est aussi à cette police que le leader anarchiste Garcia Oliver fit alors des déclarations d'amour en même temps qu'il faisait des appels à la révolte. Les prisonniers des balles de la police. »

« Mais c'est après les journées de mai, c'est depuis celles-ci que le danger a grandi pour les révolutionnaires. 8.000 flics sont venus de Valence. Le P.S.U.C. (Stalinien) et les partis bourgeois et petits bourgeois apportent leur concours. Des assassinats sont commis en pleine rue contre les révolutionnaires. Les prisons étaient insuffisantes, on réquisitionna des hôtels comme le Falcon pour servir de prison. Aujourd'hui le Falcon ne sert plus à cela, mais Montjuich, la forteresse où Ferrer fut fusillé, est pleine de prisonniers. »

« Les étrangers sont tout particulièrement visés, même ceux qui étaient liés au P.S.U.C., même ceux des brigades internationales. »

« A propos de celles-ci, il faut poser publiquement la question : pourquoi Marty (dont la conduite brutale a été dénoncée) n'a-t-il été relevé de ses fonctions de commissaire politique des colonnes d'Albacete ? Qui a fait cela ? Pourquoi ? »

« ... Sur les socialistes, il n'y a pas grand chose à dire. Ils n'ont plus de rôle propre. Negrin, Prieto sont des instruments de Moscou. Le parti socialiste est absorbé par le parti communiste. »

« Les Staliniens ont beaucoup grandi à Madrid, en nombre, en influence, grâce à la propagande faite, d'une part par les brigades internationales, d'autre part, autour de l'aide apportée par l'U.R.S.S. ; l'aide a été réelle, mais on n'ajoutait pas qu'elle n'était pas désintéressée. »

« A Barcelone, par contre, les Staliniens progressent beaucoup plus difficilement. L'influence anarchiste reste grande. C'est une des raisons pour lesquelles le gouvernement provisoire des difficultés pour assurer le ravitaillement de la population et délaissent, en fournitures d'armes et de munitions, le front d'Aragon. »

Nous abordons maintenant les questions concernant les raisons qui ont amené la ruine de la révolution en un an. Il n'y avait rien à attendre des Staliniens et des socialistes, car ce n'est des trahisons. Mais qu'on fait les autres. Sur ce point, notre camarade Rémy répond :

« On fournira toutes les explications pour prouver qu'il n'y a pas eu, en Espagne, un parti révolutionnaire, une organi-

Prenez note

Nous venons d'être expulsés du local que nous occupions depuis près de deux ans. Malgré cette mesure, notre activité ne se trouvera nullement entravée.

En attendant que nous puissions donner une nouvelle adresse, nous tiendrons chaque jour, de 18 à 20 heures, permanence au Café des Deux-Hémisphères, 54, rue du Château-d'Eau.

Nous donnerons ultérieurement une nouvelle adresse. Actuellement, le courrier doit être adressé à : FRANK, Poste Restante, Bureau 114, Boulevard de Strasbourg, Paris (10^e). Le compte de chèques postaux : BRAUSCH, 1773-07, Paris, reste toujours valable jusqu'à ce que nous donnions de nouvelles indications à ce sujet.

exemple, les capitulards : Nouridjanov, Popov, Ginsbourg, Arctavsky, Arnold, Krapisky et autres, ont été exclus de notre colonie d'Almolinsk six mois avant qu'ils aient quitté officiellement l'opposition.

Ces exclusions ont été annoncées à tous les exilés des colonies de Sibérie, d'Asie, pour qu'ils rompent toutes liaisons avec eux. Dans des isolateurs, immédiatement après que nous eûmes constaté une faiblesse quelconque de leur part, nous les mettions à la porte en demandant à l'administration de nous séparer pendant la promenade. Le Guepéou ne les libéra pas aussitôt. On exigea d'eux qu'ils considèrent les opinions de l'opposition comme contre-révolutionnaires, anti-communistes et menchevistes ; que Trotsky est un agent de la bourgeoisie mondiale. Sinon, ils n'auraient pas été libérés avant que le Guepéou les ait transformés en vieillards loques. Même après la rupture officielle, les capitulards continuaient à rester en prison, un an, deux ans, et souvent davantage. Tout cela était fait pour que le capitulard cesse d'exister comme homme politique. Pendant cette période, ils furent obligés de faire des dizaines de déclarations. Ils furent privés de toute correspondance avec leurs parents. Appelés dans le bureau du chef, de nouveau on tenta de démontrer que leur départ de l'opposition n'était pas sincère, que, dans leur déclaration, ils ne disaient rien de leurs conceptions contre-révolutionnaires et ne parlaient pas de Trotsky. On leur donnait le conseil de « réfléchir » sur ces questions. Le capitulard retournait dans sa cellule extrêmement nerveux, injuriant le Guepéou, le maudissant même. Mais il n'y avait aucune issue, il ne pouvait plus retourner à l'opposition, car il serait considéré comme un provocateur et un agent du Guepéou, revenu espionner ses rangs. Il continuait de rester sous la pression de la grève, il fut obligé de rester d'un jour de la grève, il fut obligé de se nourrir par force. Ils furent soutenus par les mencheviks qui déclarèrent une grève de la faim de trois jours. En même temps, nous ne sommes les capitulards ne nous soutinrent pas, mais ils ont crié : « A bas l'opposition ! A bas les trotskystes ! » A une telle attitude cynique des capitulards envers les oppositionnels, nous avons eu de la peine. Les soldats du Guepéou, ils les obligèrent à se taire, leur disant que c'était une trahison.

Et, après tout cela, on nous dit au procès de Moscou que l'opposition bolchevik-léniniste organisa un bloc et un centre parallèle avec des gens semblables. DONNONS encore un fait qui le démontre. En décembre 1933, les prisonniers oppositionnels de l'isolateur de Verchné-Ouralsk décidèrent une grève de la faim, exigeant d'être relâchés à l'expiration de leur peine. Le 11^e jour de la grève, ils furent obligés de se nourrir par force. Ils furent soutenus par les mencheviks qui déclarèrent une grève de la faim de trois jours. En même temps, nous ne sommes les capitulards ne nous soutinrent pas, mais ils ont crié : « A bas l'opposition ! A bas les trotskystes ! » A une telle attitude cynique des capitulards envers les oppositionnels, nous avons eu de la peine. Les soldats du Guepéou, ils les obligèrent à se taire, leur disant que c'était une trahison.

Et, après tout cela, on nous dit au procès de Moscou que l'opposition bolchevik-léniniste organisa un bloc et un centre parallèle avec des gens semblables.

TAROV. 12 juin 1937.

LE COIN DU PROLO

Le décret Bonnet d'augmentation de la production réponse à la lettre de la C. G. T.

La C.G.T., dans son dernier C.C.N., a voté l'envoi d'une lettre au président du Conseil. Elle a été portée il y a trois semaines. Cette lettre était très polie, pas exigeante, très conciliante. Elle n'avait rien de menaçant. Chautemps l'a reçue fort courtoisement et promit de répondre.

Sa réponse, ce sont les nouveaux décrets Bonnet. Pas un centime d'augmentation aux fonctionnaires, rien pour les chômeurs, des promesses renouvelées aux vieux, rien contre les mesures patronales de renvoi de délégués. Mais des dispositions tendres envers les banques spéculant sur les rentes. Mais, des avantages financiers aux industriels et à l'industrie du bâtiment ou plutôt aux propriétaires. Et pour montrer au prolétaire qu'on ne l'a pas oublié, on envisage comment augmenter la production.

Messieurs les Ministres protesteront qu'ils ne veulent pas mettre en cause le 40 heures ; on cherchera seulement à rendre la loi inopérante.

Le décret sur l'augmentation de la production prévoit, bien entendu, la collaboration de l'appareil de la C.G.T. Le gouvernement sait à quoi s'en tenir sur ceux qui composent le C.C.N. et sur la valeur des lettres qu'ils peuvent écrire. Il sait que ce n'était qu'un moyen de faire patienter les ouvriers, de faire traîner le mécontentement des prolétaires, de ne pas préparer pendant ce temps les luttes inévitables.

Dans bien des endroits, les travailleurs sont aux prises avec le patron. Le nombre de petites grèves, de petits conflits, de mouvements de durée et d'ampleur variable est extrêmement grand. Et ces mouvements ont encore plus d'importance comme indices de la situation que par leur nombre même. Toutes les branches et toutes les régions sont atteintes. Une prochaine lutte générale est à préparer.

Le gouvernement prend des décrets pour envisager l'augmentation de la production. M. Frachon traitait de ce sujet quelques mois auparavant et pourra collaborer utilement pour les magnats de l'industrie. Mais les prolétaires ne veulent pas d'une aggravation de leurs conditions d'existence. Ils veulent conserver et étendre les conquêtes de juin 1936. La direction de la C.G.T. ne veut pas préparer le combat. C'est aux ouvriers à prendre, à la base, leurs dispositions pour briser les manœuvres du patron.

Pour imposer le contrôle ouvrier, pour préparer la gestion des entreprises, les travailleurs constitueront, dans les entreprises, leurs Soviets, qui seront les instruments de leur lutte, instruments faits par eux et dirigés par eux. Ce n'est pas par des lettres au président du Conseil qu'ils vaincront.

Souscris pour



TAROV.

Une année en Espagne

(Suite de la page 1)

étaient les fascistes, tout près ou à une cinquantaine de kilomètres, ne faisait aucun travail de défense, ou bien on faisait des travaux ridicules que parfois l'on abandonnait la nuit ou quand il pleuvait, parce que les fascistes ne feraient rien dans de telles conditions. Exalter le courage des combattants, c'est juste ; mais le gâcher ainsi, non.

« Au point de vue économique, mêmes fautes. Au lieu de se concentrer exclusivement sur le ravitaillement et la fourniture des munitions, on a fait des tas d'histoires sur les collectivisations, les nationalisations, les socialisations... des cafés et des restaurants. On a été aussi brillant pour des travaux qui pouvaient attendre, notamment de construction. Mais l'on n'a rien fait pour créer des Comités révolutionnaires en appui avec les autres organisations, les autres partis révolutionnaires. »

« Dans les campagnes, l'esprit régionaliste, qui a eu un effet désastreux dans l'ensemble, a fait qu'on aigri partout de façon différente. Les essais de socialisation sont aujourd'hui démolis par la bourgeoisie. »

« Sous prétexte d'être fidèle à la tradition de la « guérilla », une colonne partait, occupait un village, elle ignorait où

étaient les fascistes, tout près ou à une cinquantaine de kilomètres, ne faisait aucun travail de défense, ou bien on faisait des travaux ridicules que parfois l'on abandonnait la nuit ou quand il pleuvait, parce que les fascistes ne feraient rien dans de telles conditions. Exalter le courage des combattants, c'est juste ; mais le gâcher ainsi, non.

« Au point de vue économique, mêmes fautes. Au lieu de se concentrer exclusivement sur le ravitaillement et la fourniture des munitions, on a fait des tas d'histoires sur les collectivisations, les nationalisations, les socialisations... des cafés et des restaurants. On a été aussi brillant pour des travaux qui pouvaient attendre, notamment de construction. Mais l'on n'a rien fait pour créer des Comités révolutionnaires en appui avec les autres organisations, les autres partis révolutionnaires. »

« Dans les campagnes, l'esprit régionaliste, qui a eu un effet désastreux dans l'ensemble, a fait qu'on aigri partout de façon différente. Les essais de socialisation sont aujourd'hui démolis par la bourgeoisie. »

« Sous prétexte d'être fidèle à la tradition de la « guérilla », une colonne partait, occupait un village, elle ignorait où

étaient les fascistes, tout près ou à une cinquantaine de kilomètres, ne faisait aucun travail de défense, ou bien on faisait des travaux ridicules que parfois l'on abandonnait la nuit ou quand il pleuvait, parce que les fascistes ne feraient rien dans de telles conditions. Exalter le courage des combattants, c'est juste ; mais le gâcher ainsi, non.

« Au point de vue économique, mêmes fautes. Au lieu de se concentrer exclusivement sur le ravitaillement et la fourniture des munitions, on a fait des tas d'histoires sur les collectivisations, les nationalisations, les socialisations... des cafés et des restaurants. On a été aussi brillant pour des travaux qui pouvaient attendre, notamment de construction. Mais l'on n'a rien fait pour créer des Comités révolutionnaires en appui avec les autres organisations, les autres partis révolutionnaires. »

« Dans les campagnes, l'esprit régionaliste, qui a eu un effet désastreux dans l'ensemble, a fait qu'on aigri partout de façon différente. Les essais de socialisation sont aujourd'hui démolis par la bourgeoisie. »

« Sous prétexte d'être fidèle à la tradition de la « guérilla », une colonne partait, occupait un village, elle ignorait où

étaient les fascistes, tout près ou à une cinquantaine de kilomètres, ne faisait aucun travail de défense, ou bien on faisait des travaux ridicules que parfois l'on abandonnait la nuit ou quand il pleuvait, parce que les fascistes ne feraient rien dans de telles conditions. Exalter le courage des combattants, c'est juste ; mais le gâcher ainsi, non.

« Au point de vue économique, mêmes fautes. Au lieu de se concentrer exclusivement sur le ravitaillement et la fourniture des munitions, on a fait des tas d'histoires sur les collectivisations, les nationalisations, les socialisations... des cafés et des restaurants. On a été aussi brillant pour des travaux qui pouvaient attendre, notamment de construction. Mais l'on n'a rien fait pour créer des Comités révolutionnaires en appui avec les autres organisations, les autres partis révolutionnaires. »

« Dans les campagnes, l'esprit régionaliste, qui a eu un effet désastreux dans l'ensemble, a fait qu'on aigri partout de façon différente. Les essais de socialisation sont aujourd'hui démolis par la bourgeoisie. »

« Sous prétexte d'être fidèle à la tradition de la « guérilla », une colonne partait, occupait un village, elle ignorait où

Chez Citroën (Saint-Ouen)

Nous avons signalé qu'avant les congés, la cellule stalinienne avait distribué un tract intitulé contre notre camarade Trocillo, tract qui visait à obtenir son renvoi. Nous avions immédiatement répondu par un numéro spécial de « Soviet de Citroën » qui reçut un bon accueil, car de nombreux ouvriers étaient indignés du tract staliniiste.

Mais il y a plus. Nous savons que ce tract a été apporté à la cellule par la région Paris-Nord. Et nous savons aussi que ce tract n'a été accepté que par 52 voix contre 46 dans la cellule.

Les ouvriers ne tarderont pas à compren-

Et maintenant, pour achever ces premières notes, nous voudrions avoir quelques informations sur les organisations révolutionnaires, la C.N.T., F.A.I. et le P.O.U.M. :

« La C.N.T. - F.A.I., en Catalogne, dans les premiers jours qui suivirent le coup du 19 juillet 1936, avait en mains tout l'appareil d'Etat. Mais ce qui lui a manqué, ce sont des perspectives, un sens de la révolution. Au lieu de consolider les positions en Catalogne et de pousser la révolution ailleurs, les dirigeants de la C.N.T. - F.A.I. ont rappelé les bourgeois de gauche qui avaient toujours trompé le peuple et dont l'attitude favorisait Franco. Cette carence de la C.N.T. - F.A.I. a permis à Madrid, aux bourgeois de se maintenir. Les dirigeants expliquent le fait qu'ils n'ont pas pris le pouvoir par le fait qu'ils n'ont pas pris le pouvoir. C'est absolument ridicule ! »

« Ils ont préféré laisser dans le gouvernement et sa machine d'Etat, les traitres bourgeois d'avant le 19 juillet, mais ils n'ont rien fait pour créer des Comités révolutionnaires en appui avec les autres organisations, les autres partis révolutionnaires. »

« En ce qui concerne les rapports des syndicats avec les ouvriers, il faut dire franchement qu'ils n'ont pas un caractère révolutionnaire. Il n'y a pas d'assemblées d'usines ; beaucoup de délégués d'usines prennent ce rôle pour jouer aux dirigeants de nature patronale. Les assemblées de syndicats, le plus souvent, c'est quelques centaines de membres sur plusieurs milliers d'adhérents. Quant à la contradiction...

« Et aussi, chez beaucoup de dirigeants, l'embourgeoisement s'est fait vite. Un beau logement, des meubles, etc... »

« Le résultat, la collaboration au gouvernement, la création d'une bureaucratie. J'ai déjà parlé de Garcia Oliver. Il y a aussi le cas de Federico Monseny, qui se rendait au Comité régional de Barcelone accompagné par la police. Le troisième ministre anarchiste, De Santillan, avait villa et bonne. Cela soulève des protestations et crée une opposition : les Amis de Durutti appuyés par les Jeunesses Libérales. Ces organisations ont des camarades emprisonnés, d'autres ont la mort qui est suspendue sur leur tête. »

« Le P.O.U.M., tout comme la F.A.I., n'avait pas de ligne politique, de conception révolutionnaire. La majorité de sa direction de nature petite-bourgeoise, a été désorientée, dépassée par les événements. Elle les suivait mal, ce qui l'a amenée à participer au Conseil de la Généralité. »

« Ils pouvaient jouer un rôle considérable en influençant la C.N.T., mais ils ont été à sa remorque sur tous les points, notamment au point de vue économique. »

« Chez eux aussi, une bureaucratie se créait. »

« D'où leur fin lamentable. Le malheur, c'est que ce sont les ouvriers qui subissent les conséquences de leur politique. »

« Ajoutons qu'autour d'eux, la paygave fut semée par les représentants d'organisations étrangères, maximalistes, S.A.P., etc., qui se sont montrés des donneurs de mauvais conseils. »

Et les Bolcheviks-léninistes ?

« La direction n'a pas été à la hauteur, elle n'a donné aucune impulsion, et n'a pas maintenu l'unité. Elle a créé la division en soulévant des problèmes qui n'avaient pas de rapport avec les problèmes réels. »

« A fluelets-uns, nous avons fait « le Soviet ». Ce n'est pas grand-chose, mais ce fut un effort continu à la mesure de nos forces. Et surtout nous avons apporté des positions politiques justes. »

Terminons en disant que notre camarade Rémy apportera son concours à une réunion organisée en fin septembre pour exposer aux militants de la région parisienne ce qu'il a vu pendant une année en Espagne.

dro qui avait raison. Il faut des augmentations de salaire. Les travailleurs verront que ceux qui savent faire des tracts contre des ouvriers révolutionnaires savent beaucoup mieux organiser la lutte pour les salaires.

Aux Magasins Réunis (République)

Le mouvement est enterré. La presse n'en parle plus. Et pourtant il y a plus d'une centaine de licenciés. Ils doivent s'en remettre à l'arbitrage. L'exemple que nous avons donné la semaine dernière des licenciés de la Compagnie d'Assurances « Le Soleil », pour lesquels l'arbitrage a décidé la réintégration et qui sont toujours à la porte n'a rien appris aux dirigeants syndicaux qui n'apprennent jamais rien. Mais les Employés de la Nouveauté qui apprennent chaque jour sauront se préparer à créer des Conseils de Magasins pour mener une lutte générale à l'heure précise.

Dans les H. C. R. B.

Le Syndicat fait toujours le mort sur le bilan de la grève. Tant qu'il y aura des camarades sur le sable, il préfère attendre, car ça pourrait donner lieu à des explications désagréables.

Nous reviendrons ultérieurement encore sur ce conflit et sur la réunion de la salle Alboury à laquelle « Le Combat Syndicaliste » accorde une place importante.

L'indifférence du « Libertaire »

Nous avons publié, dans le numéro 63 de « La Commune », sous le titre « Idoles anarchistes », une page de Sébastien Faure lumineuse témoignage d'une attitude, disons peu brillante, pendant la guerre.

« Le Libertaire » a été piqué au vif. Il parle dans un écho fait pour ne pas être compris du plus grand monde. Il y est question de manœuvres, d'opérations mesquines, d'un refus de polémique. Mais on ne dit pas de quoi il s'agit, c'est-à-dire, répétons-le, d'une page de Sébastien Faure. C'est un peu dommage que rappeler des lignes d'une brochure actuellement introuvable. La manœuvre et l'opération mesquine, c'est « Le Libertaire » qui s'y livre en ne disant même pas que c'est une page de son idole que nous avons reproduite.

Chronique Paysanne

Entre la faucheuse et le mousqueton

Nous avons à plusieurs reprises défini le mouvement agrarien actuel comme « l'aile marchante du fascisme », tant il est vrai que les exercices de guerre civile dont les villages ont été le théâtre, comportant recrutement de briseurs de grèves, armement, propagande et mobilisation motorisées, impliquent une direction, une stratégie, des liaisons et des moyens matériels que le milieu spécifiquement agricole ne pouvait fournir.

En outre, le prolétariat agricole a montré à plusieurs reprises toutes ses possibilités, toute son ardeur combattive dans la lutte des classes. Cette volonté de lutte, stimulée par la nécessité, s'est concrétisée par des adhésions massives à la Fédération de l'Agriculture (C.G.T.) et un resserrement autour des formations de Front populaire, qui par une série de conflits agricoles qui marquera l'année 1937 ; débutant par la grève des bœufs de betteraves, elle se poursuit par la grève des moissonneurs et se continuera... peut-être... par la grève des vendangeurs, des forestiers et des métiers.

Ce que nous savons des derniers conflits montre que le prolétariat agricole n'a pas triomphé. Même lorsque le patronat a consenti certaines revendications partielles, les agrariens ont consolidé leurs positions de combat, le prolétariat dans le meilleur des cas n'a pas renforcé les siennes. C'est que là où les agrariens trouvaient l'appui matériel et politique de la grande bourgeoisie, les ouvriers agricoles ni les paysans pauvres ne recevaient du prolétariat révolutionnaire un appui équivalent.

Nous mettons ainsi en évidence l'extrême faiblesse du mouvement révolutionnaire et la ténuité de ses liaisons au village, mais nous soulignons en même temps l'hypocrisie et la duplicité des grands partis politiques qui réalisent le « Front populaire » et plus particulièrement la responsabilité de l'état-major stalinienn délégué à la direction du mouvement paysan en France.

Cette responsabilité est d'autant plus lourde que la bureaucratie stalinienne, dominée par les Renaud Jean et les Parsal, les Rochet et les Ritus, encadré étroitement les milliers de prolétaires de la Fédération de l'Agriculture et ne laisse à ces derniers ni initiative, ni direction, ni contrôle. Le Congrès des ouvriers agricoles, tenu l'an dernier à la Grange-aux-Belles, en est une preuve.

Pas de politique paysanne ni de tactique axées sur le prolétariat agricole et ralliant autour de ce dernier la masse des paysans pauvres, mais une série d'oscillations et de compromis permettant de flatter simultanément le chou prolétarien et la chèvre agrarienne. Le plus clair résultat est que les conflits agricoles se sont déroulés sans coordination, sans l'appui rationnel du prolétariat industriel, sans la sympathie agissante des paysans pauvres.

Ineptie ou calcul ? La stratégie des grèves agricoles a, en maints endroits, renforcé l'alliance des paysans pauvres et des agrariens fascistes, et les ouvriers agricoles en lutte pour exiger l'application des mesures promises par le Front populaire, votées par les députés du Front populaire, se sont heurtés non seulement aux formations fascistes que le Front populaire devait dissoudre et qu'il a laissées intactes, mais encore aux mousquetons des gardes mobiles envoyés par ce même Front populaire pour aider les agrariens à ne pas appliquer la loi.

Bulletin d'Abonnement à la « Commune »

Nom et prénom

Adresse

souscrit un (3 mois 5 fr.

Abonnement de (6 mois 10 fr.

1 an 20 fr.

et adresse le montant au compte postal

Brausch 1773-07, Paris

66, Faubourg Saint-Martin

Le Gérant : M. GUILLARD.

Ce journal est composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »

66, Faubourg-Saint-Martin, Paris (10^e)